

RASSEMBLER A GAUCHE

Comité de rédaction :

- David Bodet militant LCR
- Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
- Anne-Marie Cartolaro, militante Ras L'Front
- Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
- Michelle Dospital militante associative
- Robert Duguet, militant socialiste progressiste
- Bernard Fischer, militant associatif
- Michel Galin, militant syndical
- Gérard Grandanne
- Serge Guichard, militant du PCF
- Vincent Huet, militant de la LCR
- Sylvie Mayer, militante du PCF
- Roland Mérieux militant de la CAP
- Gérard Morlier, militant associatif
- Philippe Nekrouf, militant socialiste progressiste
- Jean Sanchez, militant AREV

Directeur de publication :

Jacques Adrien, militant socialiste progressiste

Commission paritaire des Publications et Agences de
Presse numéro 11077

RAG: Amaury Couderc,
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790
tel.: 01.64.91.32.75

N° 94 mai 1998
6è année de parution

Sommaire

Que reste-t-il de nos amours ? par
Robert Duguet, pages 1 et 2

Il faut dissoudre le Front National, par
Jacques Adrien, page 3

**Aux européennes, rassembler à gauche
sur des bases politiques claires,** par
Bernard Fischer, pages 3 et 4

Communiqué d'Anne-Marie Cartolaro,
membre de Ras L'Front, page 4

**Intervention d'Amaury Couderc auprès
du Préfet de l'Essonne en faveur des
sans-papiers,** pages 4 et 5

Lu dans la presse, par Amaury Couderc,
page 5

Festival du film de lutte, page 5

Projet d'appel, de Jacques Kergoat, page
6

RASSEMBLER A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

QUE RESTE-T-IL DE NOS AMOURS ?

par Robert Duguet

Les médias fêtent à leur manière Mai 68 : pour ce qui fut de la révolution, ce fut raté, ce qui nous en reste serait une évolution dans le domaine des mœurs. Voilà en gros l'idée force développée par les nombreuses émissions télévisées sur le joli mois de mai. Sans doute la grève générale marque l'irruption sur la scène politique de la jeunesse née après la guerre et qui vient à la vie sociale sur la base de l'antigaullisme. Nous avons eu 20 ans en 1968 : s'agissait-il d'une rupture civilisationnelle avec la génération de nos parents ? Rétrospectivement, je ne me reconnais pas dans cette manière de poser les problèmes. La génération précédente avait connu l'enlèvement du Front populaire et la défaite de la République en Espagne, le triomphe de Hitler en 1933, le honteux régime de Vichy, les privations de la guerre, la résistance armée et la clandestinité, les maquis, voire la déportation, et aussi autre chose que les revendications féministes que la liberté des mœurs, sa

fraction la plus consciente a oeuvré pour abattre un régime qui menaçait les bases de la civilisation humaine... permettez, messieurs les journalistes, un peu de décence ! Quant à la génération de 1968, l'expansion capitaliste, la génération du salariat pour les femmes, le développement de l'électroménager, l'absorption de l'éducation par le service public pose les bases concrètes de l'éclatement de la vieille structure familiale. Je doute que les revendications de liberté des mœurs, d'émancipation des femmes, de lutte pour l'interruption volontaire de grossesse et pour la contraception aient trouvé quelques chances d'aboutir sans cette expansion économique, créée par le gaullisme, mais qui en dépassera bientôt le cadre étroit. Il est vrai que De Gaulle regardait la contraception avec sa morgue réactionnaire d'ancien maurassien, mais la palme peut revenir là aussi à Maurice Thorez lorsqu'il déclarait : « la pilule, ce luxe de bourgeoise ! »

A la veille de la grève générale, quelle est la situation ? Il y a croissance économique mais les revendications salariales sont bloquées depuis plusieurs années. La grève des mineurs en août 1963 annonce déjà une épreuve de force avec le vieux monarque. En 1967, les ordonnances sur la sécurité sociale démarrent l'offensive de la classe dominante contre l'institution de solidarité ouvrière qui était sortie des rapports de force de la Libération. En 1966, les colloques de Caen et d'Amiens annoncent une adaptation du système scolaire à l'économie capitaliste, base de toutes les réformes ultérieures. Courant 1967, des grèves étudiantes se produisent dans plusieurs universités contre le projet de restructuration des universités... La liste serait longue. La jeunesse étudiante passe du .../...

"RASSEMBLER A GAUCHE" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la gauche.

"RASSEMBLER A GAUCHE" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations traditionnellement de gauche, mouvements se réclamant de la gauche, écologistes, inorganisés, tous favorables au rassemblement.

Les articles seront signés et n'engageront que leurs auteurs.

Imprimé par nos soins

QUE RESTE-T-IL DE NOS AMOURS ?

suite

terrain des revendications à la critique politique, mais c'est sur ses revendications que le mouvement ouvrier entre dans la danse et impose la grève générale des dix millions de travailleurs. L'obtention de garanties sérieuses sur les salaires et sur la sécurité sociale, mais l'absence de perspectives et de relève politique à gauche, balise les limites objectives de la grève générale et fournit au gaullisme les moyens de retourner la situation.

Les deux modèles qui structurent la vie politique française depuis la résistance à l'oppression nazie sont le gaullisme et le stalinisme. L'un, avec le rôle joué lors de la guerre d'Algérie, est un réel mouvement populaire où s'entrecroisent les aspects bonapartistes, sociaux et républicains. Certes la gauche en 1958 a condamné les institutions de la V^e République, institutions du "coup d'état permanent" devait écrire un certain François Mitterrand, il ne faut pas perdre de vue que le gaullisme porte encore le visage de l'homme du 18 juin 1940, qu'il est ce cocktail contradictoire de bonapartisme social, donc qu'il rallie des franges significatives du salariat. La SFIO en perdant son âme sur la question de l'indépendance algérienne en a fait les frais. Le stalinisme, lui, contrôle le mouvement ouvrier et lors de l'élection présidentielle de 1969, Jacques Duclos réalise encore un score de 22%. De même qu'il avait chassé du mouvement communiste 20 ans plus tôt ceux qui dénonçaient la dictature stalinienne à l'Est, il a la force

après 1968 d'empêcher la jonction entre les nouvelles aspirations de la jeunesse et le mouvement ouvrier : même si les courants qui existent à gauche du PCF de 1968 à 1972, c'est-à-dire au lendemain de la reconstitution du PS à Epinay en 1970, représentant des forces réelles, le stalinisme aura joué là son rôle réactionnaire. Tout comme l'aspiration à régénérer le socialisme par la démocratie en Tchécoslovaquie, après l'extraordinaire printemps de Prague, s'achève en août 68 par l'entrée des armées du pacte de Varsovie sur le territoire tchèque. C'est grâce au stalinisme que De Gaulle trouve la couverture politique, le Conseil National de la Résistance, pour poser les bases de la reconstruction du capitalisme français en 1945 : il s'agit pour De Gaulle et les siens d'éviter une situation à la grecque ou à la yougoslave, où sur la base des positions occupées par les mouvements partisans, les PC sont naturellement portés au pouvoir. C'est

encore grâce au stalinisme qu'il trouve les forces de casser la grève générale.

Pourquoi ce rappel à propos de mai 1968 ? Parce que la grève générale se brise finalement sur ces deux môles politiques. Et 30 ans après, nous pouvons mesurer le chemin effectué. Le stalinisme et le gaullisme sont en train de disparaître. L'un fait place à une décomposition de la représentation bourgeoise et à des recompositions se situant à droite du vieux gaullisme. Il n'y a plus de parti social de la bourgeoisie capable de rendre un arbitrage entre les classes, d'autant que la profondeur de la crise du capitalisme a ruiné la base sociale du bonapartisme. Le stalinisme, lui, a perdu sa place dans le mouvement ouvrier et les grèves conséquentes de l'automne 1995 marquent l'impossibilité pratique pour le PCF d'y jouer un rôle de direction. Ce que les forces de la jeunesse ont libéré après mai 1968 de forces révolutionnaires, se sont trouvées au long des années progressivement absorbées par le réformisme en voie de cristallisation dans le parti d'Epinay. Là encore, après les deux septennats de François Mitterrand et l'expérience actuelle de la gauche plurielle, le bilan de faillite du réformisme peut aussi être déposé. Le réformisme a été incapable de contenir la crise et de défendre les acquis sociaux, il a accéléré au contraire les "contre-réformes" que la droite ne parvenait pas à faire accepter aux salariés avant 1981. Le réformisme, et avec lui François Mitterrand, ont voulu être cette

force d'arbitrage entre les classes au moment où la classe bourgeoise avait perdu son sauveur. Mitterrand a chaussé ses mules de florentin à la place des bottes de sept lieues du général. Mitterrand aura essentiellement réussi à désespérer son camp tandis que la bourgeoisie in fine jettera le réformisme aux orties, lorsque les conditions politiques le lui permettront. Les bourgeois préfèrent toujours leurs hommes, quand la situation devient sérieuse.

Pouvons dire que dans la situation présente, nous sommes d'un optimisme raisonnable. Trente ans après 1968, les deux principaux obstacles devant la revendication socialiste ont disparu. Reste à savoir, à partir de quel épisode de la vie politique et sociale (crise politique, krach financier, grève générale, menaces pour la démocratie...), la structuration d'une force politique nouvelle, anticapitaliste et démocratique sera enfin possible. □



Ce bulletin est le votre, aidez nous à le faire vivre.

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom _____ Adresse n° _____ rue _____

Prénom _____ Ville _____

Je verse la somme de: 100 fr autre

Code postal _____

A retourner à A. Couderc, le Clos, 91790 Boissy-sous-Saint-Yon

IL FAUT DISSOUDRE LE FRONT NATIONAL

par Jacques Adrien

Il existe un texte juridique qui permet d'interdire officiellement le Front National. Une loi de janvier 1936 adoptée par le Front Populaire légalise la dissolution des ligues factieuses. Ce texte est complété en 1972 par un alinéa qui réprime toute discrimination raciale.

Le D.P.S. FN (Département Protection Sécurité du Front National) qui se comporte comme une milice privée souvent armée, et même le Front National lui-même avec ses thèses idéologiques de discrimination raciale (exemple: l'attribution à Vitrolles, ville aux mains du FN d'une prime à la naissance aux enfants de parents français uniquement), tombent sous le coup de cette loi et peuvent donc être dissous.

Toutefois, les avis sont partagés, et même certains de ceux qui hier étaient favorables à l'interdiction, sont aujourd'hui plus réservés. Ces derniers trouvent, après les résultats du FN aux élections régionales, qu'il est difficile de dissoudre un

parti qui recueille plus de 15% des suffrages et qui possède maintenant de nombreux élus participant même à des coalitions de pouvoir avec la droite classique dans plusieurs régions.

Les raisons invoquées sont de deux ordres: tout d'abord, la dissolution du Front National permettrait à ce dernier, comme il sait très bien le faire, de s'ériger en martyr et de ce fait renforcer son implantation. Ensuite, il se reconstruirait sous un autre nom, et on reviendrait "à la case départ" avec un nouveau parti d'extrême droite raciste renforcé.

Je ne partage pas du tout cette analyse.



IL FAUT DISSOUDRE LE FRONT NATIONAL

Sans entrer dans le débat sur la composition de l'électorat frontiste, il est évident qu'une partie de celui-ci ne partage pas toutes les options racistes et fascistes, mais se retrouve là, de part le rejet des politiques passées de droite comme de gauche, accentuées par un contexte économique fragile (chômage etc..).

En cas dissolution du FN, en application de la loi de 1936, il faudra médiatiser au maximum les motifs de celle-ci (thèses racistes et fascistes, organisation factieuse d'extrême droite). L'électorat cité ci-dessus se rendra alors compte de ce qu'est réellement le Front National et, en cas de résurgence sous un autre nom d'un parti d'extrême droite aux mêmes options, je ne suis pas sûr que le report de voix se fasse efficacement.

C'est pourquoi, la loi le permettant, il est grand temps d'interdire le Front National. Je reste optimiste sur les conséquences d'une telle décision. En tout état de cause, il vaut mieux le faire maintenant que plus tard, lorsque, à l'inverse d'aujourd'hui, le Front National sera le point d'ancrage de la droite et qu'il se servira du RPR et de l'UDF comme forces d'appoint. □

AUX EUROPÉENNES, RASSEMBLER À GAUCHE SUR DES BASES POLITIQUES CLAIRES

par Bernard Fischer

Les résultats des élections régionales et cantonales du 15 et du 22 mars 1998 et l'élection des présidents des conseils régionaux de droite par des coalitions UDF RPR FN mettent le Front National au centre de la vie politique française. Elles préfigurent demain l'élection des présidents des conseils régionaux d'extrême droite par les mêmes coalitions et la participation de ministres Front National dans un futur gouvernement de droite. Elles posent en des termes nouveaux des questions comme celle de l'interdiction ou de la dissolution du Front National.

Ce serait, à mon avis, une fausse réponse à une vraie question. Ce n'est pas une réponse à la question des causes sociales, économiques et politiques de la montée du Front National.

Le Front National en France aujourd'hui vient d'abord d'une profonde crise économique et sociale comme le fascisme en Allemagne et en Italie dans les années 1930 venait également d'une profonde crise économique et sociale. Interdisons le chômage, la misère, la précarité et l'exclusion, et nous interdrons le Front National. Par contre, l'interdiction du Front National ne changera rien à la situation économique et sociale de ce pays, et les mêmes causes produiront les mêmes effets, sous d'autres formes.

L'interdiction du Front National serait également une capitulation face aux causes politiques de sa montée, ce serait d'un certain point de vue la continuité de l'instrumentalisation médiatique et institutionnelle du Front National, ce serait le refus du bilan du mitterrandisme. En 1981, le Front National faisait 1% des voix. Le mitterrandisme fabriquait littéralement le phénomène Front National dans un but politicien de division de la droite.

Par la présentation des listes uniques PS PCF Verts aux élections régionales de cette année, la gauche plurielle continuait la politique de Mitterrand après la mort de Mitterrand. Elle impliquait forcément la constitution des coalitions UDF RPR FN.

L'ordre du jour de la vie politique française appelle aujourd'hui la préparation des élections

AUX EUROPÉENNES, RASSEMBLER À GAUCHE SUR DES BASES POLITIQUES CLAIRES

suite

des élections européennes de 1999. Nous les préparons dans des conditions meilleures par rapport aux élections régionales de cette année.

Le parti communiste français et les Verts annoncent leur volonté de présentation de listes indépendantes, à côté et contre la liste du parti socialiste.

L'enjeu des élections européennes de 1999 est encore une fois la constitution d'une liste unique de la gauche alternative, d'une liste PCF Verts LO LCR. Elle ferait 15 % des voix. Elle créerait une dynamique. Elle aurait une base programmatique claire, contre l'Europe libérale de Maastricht et d'Amsterdam, contre l'Europe de la monnaie unique, de la pensée unique et de la banque centrale européenne de Wim Duisenberg et de Jean Claude Trichet, pour une Europe démocratique, sociale, ouvrière et populaire. Elle poserait la question de la sortie du PCF et des Verts du gouvernement de la gauche plurielle. □

Amaury Couderc intervient auprès du Préfet de l'Essonne en faveur des sans-papiers.

Monsieur le Préfet,

Le 28 mars, vous avez accepté de rencontrer des délégués du collectif des "sans-papiers", rencontre à laquelle étaient associés un certain nombre de représentants d'associations de soutien et dont je faisais partie.

Au cours de cet entretien nous avons souligné que l'espoir qu'avait suscité auprès des "sans-papiers" l'arrivée d'un gouvernement de gauche les avait amenés à accepter de formuler des demandes réglementaires en vue de leur régularisation. Sur ces bases, **qui étaient des bases de confiance**, aujourd'hui, la préfecture, (donc les services de police) détiennent l'ensemble des coordonnées de tous les "sans-papiers" de l'Essonne... La méthode pour fichier ces gens est, vous en conviendrez, inacceptable...

Il semble que dans l'Essonne, l'interprétation restrictive, par vos services, de la circulaire Chevènement ait empêché un grand nombre de "sans-papiers" d'être régularisés. A cette éventualité que j'ai soulevée lors de cette réunion, il semblerait selon votre représentant que certains dossiers (faute de pouvoir être étudiés de manière approfondie) aient été acceptés sur des bases extrêmement favorables dans l'interprétation de la circulaire et que d'autres dossiers aient été refusés sur les mêmes critères ou même sur des critères beaucoup moins favorables. **L'état de droit ne peut s'exprimer qu'au travers d'une interprétation identique pour l'ensemble des dossiers.** Les cas les plus favorables doivent faire aujourd'hui jurisprudence et être appliqués à l'ensemble des dossiers.

De plus, le fait qu'il n'y ait manifestement pas suffisamment de fonctionnaires affectés à cette tâche a rendu impossible, comme le précise pourtant la circulaire : de recevoir individuellement chaque "sans-papiers". Cela est à lui seul un élément suffisant nécessitant de revoir l'ensemble des dossiers déposés en préfecture.

Votre représentant ayant par ailleurs accepté de revoir ces dossiers sans qu'il soit nécessaire d'apporter d'éléments nouveaux, le réexamen des cas rejetés doit se faire également dans le cadre d'une appréciation de la circulaire prenant en compte la .../...

Anne-Marie Cartolaro, membre de Ras L'Front, nous communique...

En mai 1990, 250 personnalités lançaient un appel à passer à la contre offensive face au fascisme et au racisme, contre le Front National. Cet appel insistait sur la montée en puissance d'un parti fascisant et raciste mettant la France à l'heure de tous les périls et constatait que "leurs avancées sont faites de nos reculs".

Force est de constater que la progression régulière du FN s'explique par des facteurs politiques, économiques et sociaux dont l'histoire a démontré qu'ils offrent au fascisme le meilleur terrain (chômage, exclusion, inégalités sans cesse accrues, corruption...).



De cet appel est née une espèce de mouvement "bizarre" non organisé, sans structure et sans dirigeant : des collectifs se sont créés sans liens de hiérarchie entre eux. Aucune consigne descendant de haut en bas, puisque le haut n'existe pas.

Outre les réunions nationales, le seul lien fédérateur est le journal Ras L'Front qui donne son nom à l'ensemble du mouvement. Ras L'Front est donc un rendez-vous mensuel avec un journal antifasciste. C'est également, un rendez-vous permanent avec plus de 160 collectifs qui luttent en toute indépendance et sans concession aucune.

Toutefois, depuis quelque temps, au sein même du mouvement, une réflexion s'est engagée afin de bâtir une organisation structurée et démocratique.

Aujourd'hui Ras L'Front détient une place centrale dans le processus de résistance où chacun à sa part de responsabilité. L'antifascisme et l'antiracisme sont des combats de chaque jour. Tous ensemble nous devons faire acte de vigilance et de résistance.

Afin de lutter efficacement contre le FN, notre collectif a besoin de votre soutien moral et financier.

Pour rejoindre le mouvement, contactez le collectif d'Evry à l'adresse suivante : Maison de Quartier Champs-Élysées - Place Troisd'ors - 91000 Evry, ou adressez vos souscriptions à la même adresse. Nous vous en remercions. □

Le collectif d'Evry.

Amaury Couderc intervient auprès du Préfet de l'Essonne en faveur des sans-papiers.

suite

jurisprudence de cas acceptés dans d'autres départements et pourtant refusés en Essonne.

Nous vous remercions de prendre en compte ces quelques remarques dans le cadre de la commission de travail qui devrait se réunir pour la première fois le 28 avril.

Souhaitant que des solutions justes et humaines soient trouvées afin de régler l'ensemble des dossiers d'hommes et de femmes dont la plupart sont intégrés de longue date, paient impôts et cotisations sociales, mais dont tous méritent le respect et la justice, nous vous prions de croire, Monsieur le Préfet, à l'assurance de notre respect. □

Troisième tour

C/o CAES 1, rue Edmond Bonté 91130 Ris-Orangis

Communiqué

Festival du film de lutte

* films et débats *

Le samedi 30 mai de 14h à 23h

au CAES de Ris-Orangis

(1 rue Edmond Bonté 91130 Ris-Orangis)

Programme

* LA MARCHÉ EUROPÉENNE DES CHÔMEURS : de Patrice Spadoni

* CONTRE VENTS ET MARÉES (UN AUTRE FUTUR - 4È PARTIE) : le combat d'exil des anarcho-sindicalistes espagnols. Un film de Richard Prost. Débat avec le réalisateur.

* MORT À 100% : film sur les mineurs.

* THE GREAT WERTON STEEL : film sur les métallos de Pittsburg (Etats-Unis)

Des documentaires sur des thèmes sociaux en continu, des débats avec des réalisateurs ou des animateurs de l'association "Troisième tour", et pour les enfants un accueil avec des dessins animés où tout est possible...

Buffet à prix "social" et presse associative, syndicale et politique

Lu dans la presse - Lu dans la presse

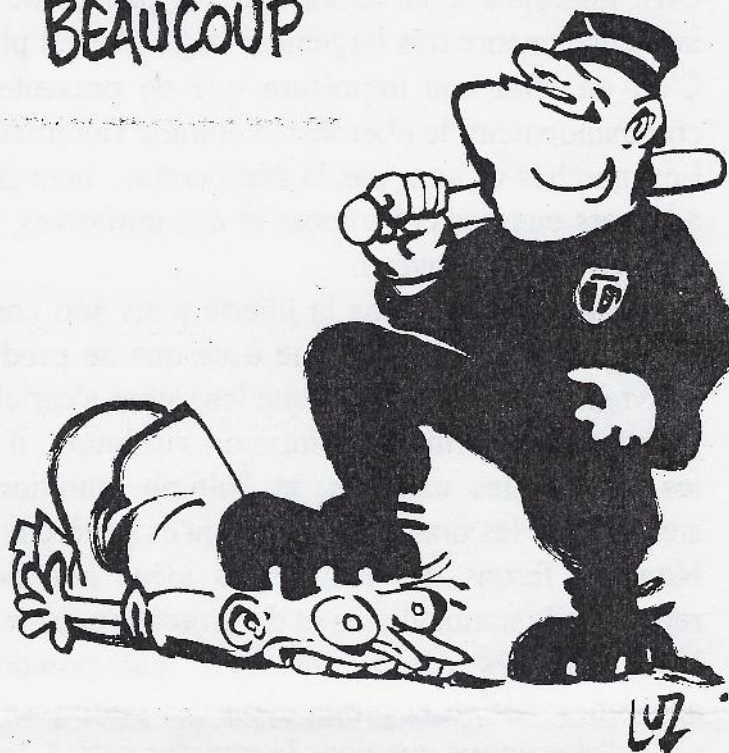
par Amaury Couderc

Interviewé dans une revue de gauche à propos de la "désobéissance", Gérard Filoche poserait-il enfin le vrai problème des actuelles formations politiques ?...

Il explique avec force exemples les raisons de son départ de la LCR après plus de 25 ans de militantisme.

"Isolé, blâmé plusieurs fois, cantonné aux colonnes confidentielles de bulletins intérieurs, interdit d'expression dans Rouge, nous avons rejoint le PS et la Gauche socialiste. On a été bien accueilli, on y milite dans un parti pluraliste, là on peut

OBÉIR UN PEU,
C'EST S'APLATIR
BEAUCOUP



défendre des idées, on s'écoute, se respecte."

Las, alors que pour la première fois, à l'occasion du vote sur l'Euro les élus de la Gauche socialiste mettaient en conformité leurs idées avec leur vote, voilà nos quatre malheureux députés "blâmés" par le bureau national. Ils n'avaient pas compris que dans le partage des rôles, seuls les députés communistes étaient... autorisés à voter contre... puisque cela ne remettait pas en cause, ni le résultat du vote final, ni l'hégémonie du PS.

Tout est à recommencer...

Et Gérard Filoche de poser la question :

"Quand y aura-t-il un grand parti de gauche rassemblant tous les travailleurs où on s'écoute et où il soit convenu d'avance qu'on peut librement y défendre ses idées.. et où les règles du jeu soient loyalement démocratiques ?"

Au travail, camarade... et bon courage !

Lu dans la presse - Lu dans la presse

Projet d'appel

Les idées libérales ont, depuis des décennies, très largement imprégné les politiques menées en France. Et c'est sur le terrain du désastre social que ces politiques ont provoqué que germent les idéologies racistes et les courants fascisants, que se développent aujourd'hui les pressions qu'organise le Front National.

Or, tenu en échec, dans la rue en novembre-décembre 1995 et dans les urnes en 1997, le libéralisme est toujours là et n'a pas en réalité cessé d'occuper des positions décisives.

Qu'il imprègne aujourd'hui toute la pensée de la droite est dans l'ordre des choses. Qu'il influence encore très largement la gauche est plus préoccupant.

C'est en effet une imposture que de présenter, face à l'effondrement des économies de commandement, le libéralisme comme l'alternative de la démocratie et de la liberté.

Les marchés ne sont pas la démocratie : bien au contraire, tout concourt à ce que s'instaure à travers eux des cohérences et des initiatives, un ordre mondial faisant fi de la volonté des peuples et des citoyens.

Le libéralisme n'est pas la liberté mais son contraire, l'enfermement dans les rets des plus forts, l'acquiescement donné à ce que se produisent et s'aggravent les inégalités : que les pauvres s'appauvrissent et que les riches s'enrichissent.

Pourtant, une forme de démission s'instaure : il conviendrait de ployer avec élégance devant les diktats des marchés, et l'ultime ambition serait désormais de rendre un peu plus supportable les drames humains qu'ils génèrent.

Nous ne ferons pas reculer les idées libérales en nous réfugiant derrière les illusoires remparts du nationalisme et du protectionnisme.

Nous sommes convaincus qu'il faut prendre l'offensive, rompre avec les politiques anciennes, définir et promouvoir des politiques audacieuses. Nous sommes convaincus qu'il n'y a d'alternative que dans la transformation profonde de notre société.

Pour ce faire, des forces existent. Mais ce sont trop souvent des forces sans force, faute de contenus autours desquels se rassembler.

C'est à cette tâche que nous voulons contribuer en montrant à chaque étape et sur chaque problème qu'une autre politique que celle qu'inspire le libéralisme est possible.

C'est pour ce faire que nous créons la fondation (appellation à déterminer) afin que s'y côtoient, s'y stimulent et élaborent ensemble acteurs du mouvement social et praticiens divers, syndicalistes et chercheurs, militants associatifs et responsables politiques.

Nous appelons à se joindre à nous tous ceux qu'inquiète la prégnance des idées libérales, tous ceux qui n'ont pas renoncé ni à transformer le monde, ni à changer la vie.